

2ème Marche des Fiertés (Pride) à Mulhouse le 15 avril 2023

Mulhouse, le 12 avril 2023 - Le syndicat étudiant Communauté Solidaire des Terres de l'Est (CSTE) organise pour la seconde fois une Marche des Fiertés (Pride) à Mulhouse, le samedi 15 avril au départ du Parvis de la Fonderie. Relayé par des organisations LGBTQIA+ comme Colm'arc-en-ciel à Colmar, l'Hêtre ou le collectif féministe 68 à Mulhouse, le collectif arc en cie.elles, Festigays, le BRIF, le Witchblock Stras, la Nouvelle Lune à Strasbourg ou encore les groupes de collages féministes d'Alsace, l'événement devrait accueillir – si la météo ne fait pas des siennes – quelques centaines de personnes.

Avant le départ de la marche, un atelier make-up dès 13h ravira les personnes n'ayant pu venir avec leurs drapeaux aux couleurs de l'arc-en-ciel. Les prises de parole de membres de l'organisation de l'événement débuteront ensuite à 14h et se termineront vers 14h20. La marche se base sur un parcours partant du parvis de la Fonderie pour arriver au parc Salvator, en passant notamment par la rue de la Sinne, la rue du Sauvage et Porte Jeune. Au Parc Salvator, il est prévu un temps convivial si la météo le permet. Ce moment devra notamment permettre de parler du vécu de la Marche pour chacun·e et d'échanger plus encore sur les valeurs et revendications qui nous rassemblent. Enfin, une soirée au P'tit Bar à Mulhouse est également prévue, afin de prolonger l'événement dans un cadre plus festif encore.

Les valeurs et revendications qui nous rassemblent déjà se basent sur le principe d'intersectionnalité, soit sur la prise en considération de toutes les formes de discrimination, de domination et d'exploitation qui s'ajoutent et amplifient les inégalités. Cette perspective permet d'aborder plus justement et de manière réaliste les situations vécues par les personnes LGBTQIA+ (mais pas que !). C'est pourquoi le groupe organisant cette marche revendique notamment le retrait de la réforme des retraites qui est d'autant plus nocive pour les personnes LGBTQIA+, ainsi que le respect et l'inclusion des personnes lgbtqia+ de toutes confessions, ce qui n'est pas automatique au sein de la communauté LGBTQIA+. Nous souhaitons également la prise en charge totale et inconditionnelle du parcours de transition, la procréation médicalement assistée pour tou.te.s, y compris les personnes trans qui en sont actuellement exclues, la neutralité des documents officiels, ainsi que le respect du prénom d'usage et l'autodétermination du genre avec le changement d'état civil sur simple demande, qui mine souvent beaucoup le quotidien des personnes LGBTQIA+. En lien avec ces aspects, nous considérons également comme nécessaire la facilitation de l'émancipation des personnes LGBTQIA+ par l'attribution des bourses qui ne reposent pas sur le revenu des

parents et la création de places d'urgence en résidence CROUS. Finalement, l'élément qui, pour nous, devrait absolument faire partie du processus de lutte publique contre les lgbtqiaphobies, c'est l'éducation. Les réflexes liés au genre, à l'orientation sexuelle se mettent en place très tôt, dès la petite enfance et peuvent vite conduire les enfants qui n'adoptent pas ces réflexes à se sentir à l'écart, exclu.e.s. Nous revendiquons donc de la mise en place de séances pédagogiques et d'échanges sur l'identité, le genre et l'orientation sexuelle dès l'école primaire, d'un espace au sein duquel les élèves pourraient échanger librement, recevoir un premier accompagnement d'une personne de confiance les aidant à avancer dans leur questionnement et leur permettant de remettre en question des normes sociales qui ne leur correspondent pas forcément. Cela passerait évidemment par la formation de l'ensemble du personnel de la fonction publique sur la prise en charge de personnes LGBTQIA+. Ces points devraient cependant être complétés par des campagnes de sensibilisation contre les lgbtqiaphobies, qui devraient toucher plus le terrain (collèges, lycées, foyers socio-culturels, foyers d'accueil...) et ne se baseraient pas uniquement sur de la communication visuelle. Nous voulons aussi la justice pour les personnes intersexes, trop souvent mutilé-es et traumatisé-es. Dans notre visée intersectionnelle, nous luttons évidemment avec ferveur contre l'instrumentalisation des lgbtqiaphobies à but raciste et donc contre les mouvements d'extrême-droite. Enfin, notre lutte pour les droits LGBTQIA+ se veut fondamentalement internationaliste et, de ce fait, nous demandons un positionnement ferme et clair du gouvernement sur les nombreuses attaques réactionnaires récentes sur les droits LGBTQIA+, notamment aux Etats-Unis où, progressivement mais rapidement, ces droits sont supprimés et les personnes LGBTQIA+, en particulier les personnes trans, sont marginalisées, criminalisées ainsi que leur entourage, dans une ligne politique qui semble se diriger tout droit vers une volonté de génocide des personnes trans. De ce fait, nous revendiquons également un droit d'asile en France pour toutes les personnes LGBTQIA+ dont les droits et la sécurité ne sont pas assurés dans leur pays.

A propos :

La CSTE est une organisation étudiante politique, créée en 2021 sous l'impulsion d'une dizaine d'étudiant.e.s. Aujourd'hui, l'organisation compte plus de 90 membres, dont Mathilde Weber, la présidente. La CSTE se veut solidaire, écologiste, féministe et humaniste et est à la base de différents projets importants au sein de la sphère universitaire (distributions alimentaires, projections-débat, distribution de culottes menstruelles, présence dans les conseils de composantes...).

[CSTE \(@cste_68\) • Instagram photos and videos](#)

<https://www.facebook.com/CSTE68/>

communautsolidairedelest@outlook.fr

Contacts :

Alex Hoisne, vice-présidente de la CSTE et organisatrice de la Pride : 07 50 22 16 65

Manon Denizot, secrétaire générale de la CSTE : 07 86 79 38 51